

La défaillance de la France



Lors de la dernière campagne en vue des présidentielles françaises, les candidats ont analysé mille et un thèmes. Sans jamais aborder la problématique de la langue française. Le citoyen français ne se soucie pas de l'état de santé de sa langue maternelle, ni à l'intérieur de ses frontières ni à travers la planète. Le (mauvais) exemple lui est donné par ses autorités qui ignorent superbement le phénomène de la diversité francophone. Un enjeu qui mobilise Belges, Québécois, Suisses et Africains. Des populations qui montent au front pour que la langue française conserve sa place en tant que vecteur universel de communication. Une attitude qui tranche avec l'apathie et l'indolence constatées chez nos voisins.

En avouant n'avoir plus les moyens d'assurer le rayonnement francophone via la promotion du français dans les pays africains ou d'Asie, la France laisse le champ libre à l'ogre américain qui, en débarquant, installe l'anglais qui insensiblement se loge dans la sphère de la langue commune universelle. La (bonne) surprise vient de l'Etat fédéral du Canada. Qui est devenu le premier pourvoyeur de fonds destiné à la Francophonie à travers la planète. En appliquant une stratégie bien définie d'aide aux communautés francophones du Sud, les autorités d'Ottawa ont carrément pris le relais de la France. Le geste des Canadiens n'est pas désintéressé. Ils ont trouvé le moyen de s'implanter dans des pays intéressants sur le marché de la migration. Et comme l'Etat à la feuille d'érable est à la recherche, annuellement, de quelque 250 000 migrants...

L'édition 2007 de la Semaine de la langue française a une fois encore révélé que la minorité francophone de notre pays réagissait sagement à une unification culturelle, d'où qu'elle vienne. Les organisateurs ont essayé des manifestations en Suisse alémanique et au Tessin. Une manière intelligente de servir la francophonie par la mise en évidence de sa vocation qui est la reconnaissance mutuelle de cultures diverses sans supériorité de l'une d'entre elles.

Jean-Pierre Molliet

Alouette

Association suisse des journalistes de langue française

www.francophonie.ch

Le dessin de presse à travers la francophonie



La présidente de la Confédération, Micheline Calmy-Rey, a été vite «croquée» par le dessinateur franco-burkinabé Damien Glez. Photo Molliet

Ronald McD. quinquagénaire



Damien Glez, du Burkina Faso, a été l'hôte de l'Association suisse des journalistes de langue française durant le Salon du livre et de la presse de Genève. Le dessin de presse traverse aisément les continents, même si son approche à Ouagadougou est différente de celle de la Suisse. Après le Gabonais Pahé, en 2006, l'Association suisse des journalistes de langue française avait invité Damien Glez, directeur de l'hebdomadaire satirique *Journal du Jeudi* de Ouagadougou à présenter ses dessins de presse dans le cadre du Salon de Genève. Né en 1967 en France, il réside depuis 1990 au Burkina Faso où il a adopté la nationalité. Il est marié à une autochtone avec qui il a eu deux enfants. «Mon expérience en tant que dessinateur de presse est liée à l'Afrique. Natif de Nancy, j'étais venu à Ouagadougou pour enseigner les sciences économiques. En arrivant au Burkina Faso, il y a dix-sept ans, j'ai rencontré un contexte historique particulier qui était la fin de l'état d'exception qui avait suivi la révolution. J'ai côtoyé des gens épris de liberté qui

avaient des projets comme, par exemple, de créer des journaux. C'est ainsi que je me suis lancé dans la presse satirique, une activité sous le sceau du bénévolat au début et qui a pris au fil des années une tournure professionnelle.»

– **Peut-on traiter de tout en Afrique?**

«Il y a formellement et officiellement la liberté de la presse qui est reconnue. Mais le régime politique ancien a laissé certains réflexes. Au commencement, le peuple était choqué par les caricatures des hommes politiques, lesquels n'acceptaient pas d'être tournés en ridicule. J'ai des amis journalistes qui ont été assassinés il y a moins de dix ans. Même si des thèmes demeurent sensibles, les mentalités évoluent petit à petit. Personnellement, je ne m'interdis rien.»

– **Etes-vous considéré comme un dessinateur européen ou africain?**

«J'ai fait partie de la première vague qui s'est lancée dans la caricature. J'étais présent lorsque ce que l'on a appelé «le printemps de la presse» a démarré en 1991. Nous avons tous pro-

gressé ensemble en participant aux mêmes luttes. Pour les Burkinabés, je suis considéré comme un des leurs. J'ai d'ailleurs reçu le prix du dessinateur africain en 2002 au Mali.»

– **Peut-on vivre du dessin de presse en Afrique?**

«Au Burkina Faso, le niveau de vie est si bas et l'analphabétisme si élevé qu'il est extrêmement difficile de vivre de cet art. J'ai la chance de publier des dessins à l'étranger: en Italie (*Vita*), en France (*Chorus*) et dans des journaux panafricains (*Africa Reeport*, *Gri Gri international*). J'ai également une BD quotidienne dénommée *Divine Comedy* diffusée à partir des Etats-Unis et qui vient de fêter son millième épisode.» Damien Glez a exposé une trentaine de dessins à Genève. Le public a découvert le dessin de presse en Afrique vu par l'artiste. Et également quelques magnifiques caricatures de femmes et d'hommes politiques de notre pays. Pour les artistes talentueux, parodie et raillerie n'ont pas de frontière.

Jean-Pierre Molliet

Concours de scrabble: un beau succès

Quelque 130 concurrents ont participé à la 1^{re} édition d'une manifestation dont la pérennité paraît assurée dans le cadre de la Semaine de la langue française

L'opération n'était pas simple: organiser chaque jour un concours éliminatoire dans une autre ville. Les cinq étapes – Genève, Lausanne, Marin, Vevey, Sierre – se sont parfaitement déroulées grâce, notamment, à Jean-Paul Hellebaut, président de la Fédération suisse de scrabble qui avait conçu les règlements et dirigeait à merveille les épreuves.

Près de 130 concurrents se sont affrontés, des «professionnels», des «amateurs» de tous âges, même une douzaine d'enfants de 11 à 16 ans.

Notre active participation a été remarquée. Affiches et bulletins d'inscription dans les magasins Manor, articles de

presse, annonces et reflets dans 3 télévisions régionales et dans plusieurs radios locales.

La victoire est revenue à Hélène Panchard, modeste joueuse du club de Sion. Elle s'est distinguée à Sierre avant de remporter quatre parties lors de la finale à Monthey. L'ambassadeur du Canada, Robert Colette, venu de Berne, lui a remis le grand prix, un voyage et un séjour à Québec. Plusieurs personnalités représentant la Ville de Monthey, la Délégation à la langue française et les milieux de l'enseignement étaient là pour applaudir les lauréats.

Rappelons que ce jeu est l'invention d'un Français expatrié aux Etats-Unis et que les défenseurs de notre langue remplacent volontiers le mot «scrabble» par «mêle-lettres», «Escrabèle» ou encore concours de «mots composés».

Et l'an prochain? Jean-Paul Hellebaut s'annonce partant pour une nouvelle édition – avec des modalités légèrement modifiées – en partenariat avec l'Association suisse des journalistes de langue française.

Daniel Favre



Jean-Paul Hellebaut, président de la Fédération suisse de scrabble.

Photo Molliet

Track & Trace, Pick Post, Postmail, Directories, Docu Center...

Réponses du Conseil fédéral

L'Exécutif a été invité par le conseiller national Didier Berberat à préciser sa position face à l'apparition des mots anglais au sein de l'administration alors que leurs équivalents existent dans nos langues nationales.

Question 1: Quelles mesures concrètes le Conseil fédéral a-t-il prises afin d'éviter l'usage d'anglicismes dans l'administration fédérale et dans les entreprises dépendant de la Confédération?

Réponse: Le 6 avril 2005, dans le cadre du projet «Identité visuelle de la Confédération», le Conseil fédéral a passé en revue les désignations des différentes unités de l'administration fédérale. Il a pris connaissance des recommandations du groupe de travail «Terminologie», les déclarant applicables pour toute nouvelle désignation d'unité administrative. Selon ces recommandations, les désignations officielles doivent satisfaire quatre principes explicitement posés, en particulier respecter les règles générales applicables à chacune des langues officielles et donner la priorité aux langues officielles suisses. Les désignations existantes pourront être modifiées avec l'accord des services administratifs concernés; sont visés notamment les anglicismes et les désignations qui ne montrent pas clairement que l'on a affaire à un service de

l'administration fédérale. L'exercice touche à sa fin: les dénominations qui ont pu être modifiées l'ont été et aucun nouvel anglicisme n'est apparu. Par ailleurs, la création et les activités du groupe de travail interdépartemental «Anglicismes» ont été évoquées dans les réponses à d'autres interventions (postulat Berberat 04.3159, postulat Schwaab 02.3193). Cet organe actualise en permanence la liste des équivalents dont l'usage permet d'éviter les anglicismes abusifs.

Question 2: Quelle est l'appréciation générale du Conseil fédéral sur l'utilisation d'anglicismes au sein de son administration et des entreprises dépendant de la Confédération?

Réponse: L'Administration fédérale est tenue de rédiger ses textes dans une langue claire, simple et accessible au plus grand nombre. L'utilisation inconsidérée d'emprunts, en particulier la prolifération d'anglicismes et d'américanismes que souvent seuls certains groupes de personnes sont à même de comprendre, va à l'encontre de ce but.

Il convient néanmoins de distinguer entre l'Administration fédérale, sur laquelle le Conseil fédéral a pleine et entière juridiction, et les entreprises dont le contrôle lui échappe en tout ou partie:

– Si le Conseil fédéral regrette de n'avoir pu éradiquer toutes les appellations «exotiques» (voir réponse à la question 1), il s'est donné les moyens de s'opposer à toute nouvelle création de dénominations fantaisistes.

– En revanche, il n'est pas habilité à s'immiscer dans les politiques commerciales suivies par des entreprises dans lesquelles il détient certes des participations, mais sans disposer pour autant d'autres droits que ceux d'un actionnaire ordinaire, fût-il majoritaire. Le Conseil fédéral est conscient de l'existence d'une «zone grise» dans le domaine des campagnes et programmes menés par certaines unités administratives, actions pour lesquelles un slogan exprimé dans un langage plus proche du public visé peut concourir au succès. Dans la mesure de ses moyens, il cherche toutefois à contenir les dérives trop manifestes.

Par ailleurs, les anglicismes abusifs sont systématiquement traqués dans les publications officielles (*Feuille fédérale* et *Recueil officiel du Droit fédéral*), la Chancellerie fédérale ayant pour mandat de réviser ces textes avant publication.

Question 3: Le Conseil fédéral a-t-il un avis sur l'apposition de l'indication «Postmail» sur les boîtes aux lettres du réseau postal suisse?

Réponse: Le Conseil fédéral s'inquiète aussi de la multiplication des anglicismes, notamment dans les entreprises sous contrôle de la Confédération. La Poste défend elle-même, dans son «Guide de Correspondance», le précepte selon lequel il faut, avant d'utiliser un anglicisme, vérifier s'il n'existe pas d'équivalent dans la langue nationale concernée. Il est regrettable qu'elle n'applique pas cette règle à ses produits. Certes, le Conseil fédéral n'intervient pas dans les décisions opérationnelles de La Poste, mais il suit l'évolution des usages linguistiques et rappelle régulièrement à La Poste quelles sont les langues nationales de la Suisse.

Dan Moussa: futur président de l'UPF?

Le journaliste d'Abidjan annonce la couleur. Il est prêt à succéder à Hervé Bourges à la tête de l'Union internationale de la presse francophone

Dan Moussa, qui a été élu en novembre dernier, lors des assises de Bucarest, à la nouvelle fonction de 1^{er} vice-président de l'UPF, a profité de son passage au Salon du livre et de la presse de Genève pour affirmer qu'il était prêt à reprendre le flambeau des mains du président Hervé Bourges qui a annoncé son retrait dans le courant 2007.

Qui est Dan Moussa? Agé de 52 ans, il a suivi les cours de l'École de journalisme de Lille. Il a ensuite, à Paris, défendu une thèse de doctorat sur la liberté d'informer dans les pays en développement: l'exemple de la Côte d'Ivoire. De retour au pays, il a gravi les échelons de *Fraternité-Matin* jusqu'à la rédaction en chef. Il est actuellement le directeur du développement des productions de ce groupe de presse classé numéro 1 de Côte d'Ivoire. Il a été le promoteur puis le président de l'Observatoire de la presse, de l'éthique et de la déontologie. Il préside, aujourd'hui, le conseil d'administration de cet Observatoire.

La relève

«Lorsque le président Bourges se retirera, j'aurai à assumer les responsabilités premières dans le cadre de l'UPF. Je serai le troisième Ivoirien à assurer cette mis-

sion. Quand il y a la volonté et la détermination, les distances se trouvent tout de suite raccourcies. Que le secrétariat soit à Paris et moi à Abidjan ne pose donc pas de problème», clame Dan Moussa.

Comment envisage-t-il l'avenir de l'UPF?

«Quelles que soient les circonstances, l'Union doit continuer de vivre sans connaître de léthargie. L'avenir se situe d'abord dans les actions des membres et des sections. Il faut avoir le courage d'affronter les débats et de poser les vraies questions sans utiliser la langue de bois.

On peut se tromper, on peut douter, mais en s'ouvrant les uns aux autres, on parviendra toujours à des solutions.

Les problèmes

«La dimension économique devra être prise en compte. Ne serait-ce que pour l'organisation des assises qui supposent des déplacements des organes de l'Union et des sections. Il sera nécessaire de se tourner vers des partenaires. Il n'y a pas de raison que l'UPF, qui a plus d'un demi-siècle d'âge, ne puisse pas être soutenue. Nous devons avoir le souci de relever la

tête et d'assumer nos responsabilités face à d'autres associations internationales.»

Les partenaires

«Je pense forcément à l'Organisation internationale de la Francophonie. Lors de nos assises de Bucarest, le secrétaire général Abdou Diouf a prononcé le discours de clôture. Il a écouté nos préoccupations. Il connaît l'importance de la presse. C'est une perche qui nous est tendue. Sans les journalistes, qui parlerait de ce Salon du livre de Genève?»

Les échanges

«L'UPF a la vocation de mettre en contact les journalistes de tous les continents. Nous avons des préoccupations communes quels que soient les pays d'où nous venons. Les règles fondamentales de notre profession sont identiques. Les Africains doivent pouvoir profiter de l'expérience de leurs frères et sœurs des Etats occidentaux. Les échanges de stagiaires entre les rédactions d'Afrique et d'Europe sont à développer.

Dernière révélation de Dan Moussa: «Il est probable que les prochaines assises se déroulent cet automne à Abidjan.»

*Propos recueillis par
Jean-Pierre Molliet*



Dan Moussa, 1^{er} vice-président de l'UPF, s'est longuement attardé au Salon africain.

La chronique du linguiste suscite réflexion et analyse d'un lecteur

Le français nous irrite les yeux et les oreilles

Dans le dernier numéro d'*Alouette*, Erich Weider analyse un article paru dans la *Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung* dans lequel on préconise la généralisation de l'anglais.

L'école suscite des disputes fiévreuses et interminables depuis des décennies. Chaque nouveau ministre cantonal n'a-t-il pas, lorsqu'il reprend le Département de l'éducation et de la formation, pour premier but de réformer, d'adapter l'enseignement? Il annonce à hue et à dia qu'il a trouvé le système qui va transformer les plus grands potaches en génies de la création. Des réformes qui sont, évidemment comme toujours en politique, nettement supérieures à celles de son prédécesseur. N'est-ce pas, Madame la Ministre vaudoise? Plus grave et plus nuisible est le fait que les mesures adoptées par le prédécesseur n'ont pas encore pu être testées. Mais on s'en fout, étant donné qu'il faut que le peuple ait l'impression qu'il a élu le meilleur. Les élèves, les étudiants, les enseignants n'ont qu'une solution: suivre et s'adapter. Alors que la politique doit concourir au bien commun, là elle ne sert que de levier pour son image personnelle.

Désastreux

Mais voilà, les dysfonctionnements ne sont jamais limités au cadre scolaire. Ils

apparaissent comme des révélateurs de maux plus massifs ou des indicateurs d'un désastre global.

Charles Péguy avait dit: «Les crises de l'éducation sont des crises de civilisation.»

Et les difficultés que nous rencontrons dans notre pays sont semblables à celles que rencontrent les pays voisins, la France par exemple.

Nous vivons actuellement le contrecoup des politiques menées depuis des années en matière d'éducation, dont le principe de base est de «déscolariser» l'école et la société, ce qui équivaut à supprimer peu à peu tout ce qui forme le socle essentiel d'une école généraliste, ses savoirs et ses méthodes.

En cédant à l'injonction de ces «spin doctor» qui prônent l'ouverture, en plaçant l'élève en son centre, le système d'éducation s'est affaibli jusqu'à se laisser subvertir par des mainmises ultralibéralistes, religieuses et des influences commerciales. N'entend-on pas certains milieux répéter en boucle qu'il faut adapter le système au marché du travail?

Notre système a tellement perdu le nord qu'il est arrivé à un stade où il en vient à enseigner l'ignorance.

Si l'on veut venir à bout des dysfonctionnements des systèmes scolaires, cela implique non pas d'y mettre des moyens financiers supplémentaires – au demeurant cela ne risque pas d'arriver puisque, selon ces mêmes saboteurs de l'enseignement, les caisses sont vides – mais de réaffirmer certains principes oubliés.

L'autonomie, par exemple, n'est pas un donné mais une conquête, et la culture n'est pas un stock d'informations disponibles mais la difficile imposition d'une forme. Si l'on veut le bien de l'élève, c'est-à-dire son succès, il faut dire qu'il n'est pas plus un produit de la fabrique éducative qu'un client et que l'échec scolaire n'a rien de fatal. Il faut aussi en finir avec les privilèges de la fortune. Il faut offrir aux meilleurs, toutes origines confondues, et non aux plus riches qui sont souvent les plus bêtes, l'accès à toutes les écoles. Une politique scolaire digne de ce nom se doit non pas de répondre à la demande sociale mais de défier la société.

A décharge de ces politiciens aveugles, face à eux qui trouvent-ils, y a-t-il encore une volonté de résistance? On en doute lorsque l'on observe et que l'on constate l'incommensurable désintérêt d'une majo-

rité des gens pour ce qui relève des grands problèmes de notre société. Combien de parents se soucient des programmes de formation? De nombreux parents n'ont-ils pas depuis longtemps baissé les bras? Ils se déchargent sur l'école, sur les enseignants. Alors que les premiers concernés par l'avenir de leurs enfants, ce sont eux. Malheureusement, de nombreuses personnes fuient leurs responsabilités, renoncent à s'engager, refusent d'affirmer haut et fort leurs convictions, n'osent pas pousser leur cri. L'éducation n'est-elle pas une pierre brute qu'il faut continuellement dégrossir? Si nous n'y prenons pas garde, combien de générations vont-elles être sacrifiées sur l'autel de l'ultralibéralisme et du mondialisme, cette gangrène des temps modernes? Mais comme dans toute situation, il faut que l'optimisme prévale, et des signes, certes relativement faibles, sont perceptibles. Et pour rassembler, il faut encore et encore en parler afin que, finalement, l'intelligence et la solidarité prévalent.

Aristote a dit: «L'éducation a des racines amères, mais les fruits sont doux.»

*André Sprenger,
journaliste RP free lance*

Vient de paraître:

Massacres sans Témoin

Le sort des journalistes dans les pays en guerre,
un ouvrage de Blaise Lempen, préfacé par Jean Ziegler.

Depuis le Sommet francophone de Ouagadougou, en 2004, l'UPF s'est solidarisée avec les autres grandes associations de journalistes pour que des mesures soient enfin prises pour renforcer la sécurité et la protection des représentants des médias en situation périlleuse. Depuis lors, la situation sur le terrain n'a cessé de se dégrader. Jamais autant de journalistes n'ont été tués dans l'exercice de leur profession (plus de 34 depuis janvier 2007 et plus de 80 en Russie seulement au cours des douze dernières années): de l'Irak à la Russie (Anna Politkovskaïa), des Philippines au Mexique, du Sri Lanka à la Colombie, de Gaza au Liban. Ils sont massacrés en toute impunité. Pas d'enquête, pas de responsabilités! Non seulement Blaise Lempen décrit cette évolution inquiétante qui détériore indubitablement la liberté de la presse dans le monde, mais il

rappelle la campagne mondiale qu'il a lancée (Presse Emblème Campagne) pour défendre les droits des journalistes.

Le but: une convention internationale, élaborée par le Conseil des droits de l'homme. Pour l'heure, l'auteur pousse un cri de révolte bienvenu en souhaitant la prochaine création d'une sorte de Croix-Rouge pour les journalistes.

*Daniel Favre, représentant de l'UPF
et de l'ASJLF au comité de la PEC*

Blaise Lempen est journaliste, correspondant à l'ONU, secrétaire général de la PEC (Presse Emblème Campagne), docteur en sciences politiques de l'Université de Lausanne.

www.editions-xenia.com

P.P.
1000 LAUSANNE 12

Alouette

Parution trimestrielle.

Editeur: Association suisse des journalistes de langue française, 20, av. du Temple, CH-1012 Lausanne.

Téléphone 021 653 12 20.

CCP 10-3056-2 Lausanne.

Coordination: Jean-Pierre Molliet.

Abonnements: compris dans la cotisation des membres de l'association: Fr. 50.- par an.

Impression: IRL s.a.

Publicité: page entière: 1500 fr.;

1/2 page: 800 fr. (1 parution); page entière: 1300 fr.;

1/2 page: 700 fr. (plusieurs parutions).

La publication de ce bulletin est gracieusement offerte par Edipresse

La section suisse de l'Union internationale de la presse francophone (UPF) réunit 400 journalistes professionnels

ADHÉREZ

**La langue française
est notre instrument de travail**

ASSOCIATION SUISSE DES JOURNALISTES
DE LANGUE FRANÇAISE
20, AVENUE DU TEMPLE — 1012 LAUSANNE

En bref

Le dessin de presse vu
d'Afrique par la plume
de Damien Glez.



Oui à la langue française, non à la francophonie

44 écrivains de diverses nationalités ont signé un manifeste. A l'origine, la décision, en 2006, de décerner les grands prix – le Goncourt, le grand prix du roman de l'Académie française, le Renaudot, le Femina et le Goncourt des lycéens – à des écrivains d'outre-France. Ainsi rayonne une littérature dont Paris et la France ne sont plus le centre. C'est la naissance d'une littérature-monde en français. Les signataires du manifeste demandent que l'on renonce à postuler un lien entre la nation et la langue. Pourquoi avoir ignoré, dans les librairies de France, un Nicolas Bouvier? Pourquoi le livre d'un auteur français est-il mis en évidence dans les librairies de Dijon ou de Paris alors qu'un auteur suisse, marocain ou malgache voit ses œuvres reléguées dans la littérature d'ailleurs?

DF

Bienvenue au Canada

Le Canada et la Suisse ont élargi les critères de mobilité entre les deux pays. Ce programme offre la possibilité à 800 jeunes entre 18 et 35 ans d'acquérir une expérience professionnelle ou pratique et de mieux connaître les langues, la culture et le pays avec un permis de travail temporaire. Les démarches administratives sont simplifiées. Nouveauté: l'ouverture aux étudiants en cours de formation.

Au cours de ces dernières années, près de 4000 Suisses ont été attirés par le drapeau à la feuille d'érable, alors que seulement 1600 jeunes Canadiens choisissaient de venir chez nous.

Pour en savoir davantage: www.ambassade-canada.ch

DF

La philo en beauté

Le 3^e Festival francophone de philosophie se tiendra à Saint-Maurice du 13 au 16 septembre 2007. Il aura pour thème «La beauté, c'est quoi?».

Le choix des réponses sera confié aux représentants des différentes disciplines des sciences humaines et de la philosophie. Le conseiller fédéral Moritz Leuenberger ouvrira le festival et fera son «credo», tandis que Luc Ferry, François Jullien, Alexandre Jollien, Marcel Conche, Thierry Davila, Alain Sauvanet et bien d'autres tenteront de remonter aux sources de l'esthétique passée et présente. (Guy Mettan, coordinateur)

Prix Nicolas Bouvier

Le Club suisse de la presse, en collaboration avec le Salon du livre et de la presse, lance le Prix Nicolas Bouvier pour le rayonnement de la Genève internationale. Ce prix unique récompensera les meilleures contributions journalistiques sur la Genève internationale et le meilleur reportage photos publié dans la presse suisse et étrangère au cours de ces dix dernières années.

Hôte de marque



Photo Aldag

C'est en compagnie du président de l'ASJLF, Daniel Favre, que le conseiller fédéral Pascal Couchepin a visité le Salon du livre et de la presse le jour de l'inauguration.